

PROCES-VERBAL



CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 16 octobre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le lundi 16 octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Malissard, dûment convoqué, s'est réuni, à la Mairie, sous la présidence de Jean-Marc VALLA, Maire.

Présents : Jean-Marc VALLA, Jean-Marc SOUCIET, Laure BLANDIN-JOUBERT, Laurent BARRAL, Evelyne CHALÉAT, Pascal ALBOUSSIÈRE, Florence BRÈS-DUFOUR, Isabelle BLASSENAC, Sylviane DUPRET, Yann ESCOFFIER, Céline FERREIRA-VALLA, Nicole FERREIRA, Laurent JOUD, Cédric COUR, Fabienne ESPOSITO, Francine GAILLARD, Gérard JOURDAN, Séverine MAITRE

Absents ayant donné procuration : Lionel DUSSERT à Jean-Marc VALLA, Malika MEITER à Isabelle BLASSENAC

Absents excusés : Willy GILHARD

Absents : Laurence ROUVEYROL, Eric BARSCZUS

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance.

M. Jean-Marc SOUCIET est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

ASSEMBLÉE

Le procès-verbal du Conseil Municipal, réuni le 14 septembre 2023, est approuvé à l'unanimité.

DÉCISIONS DU MAIRE

Décision 06.2023 du 25 septembre 2023 : Modification de la régie de recettes Produits divers.

Décision 07.2023 du 3 octobre 2023 : Contrat de services avec la société Berger Levrault SA donnant un droit d'utilisation du connecteur BLES i-parapheur, moyennant une redevance annuelle de 192,00 € HT.

Décision 08.2023 du 4 octobre 2023 : Modification complémentaire de la régie de recettes Produits divers.

ASSEMBLÉE

55.2023 APPROBATION DES STATUTS DE VALENCE ROMANS AGGLO

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire expose :

Par délibération du 28 juin 2023, le Conseil communautaire de Valence Romans Agglo a approuvé la modification des statuts de la Communauté d'agglomération.

En effet, après réflexion et considérant son projet d'aménagement communal, la mairie d'Etoile-sur-Rhône souhaite un retour du site Les Clévos à la commune sans poursuite des activités de culture scientifique sur le site. La communauté d'agglomération consciente de la difficulté de faire vivre ce site excentré et à l'écoute des projets communaux de développement a répondu favorablement à cette sollicitation et a, par délibération du 28 juin 2023, supprimer de la liste des équipements culturels d'intérêt communautaire le centre culturel et scientifique Les Clévos à compter du 1^{er} janvier 2024.

Vu l'intérêt des enjeux de la culture scientifique, technique et industrielle, Valence Romans Agglo souhaite poursuivre les actions de sensibilisation auprès des différents publics dont le portage de la Fête de la science et propose de les animer au sein de la Direction Action Culturelle et Patrimoine.

Pour ce faire, il convient d'ajouter à la compétence facultative 5 « Evénements culturels » le point suivant : *« Le développement d'actions à la sensibilisation et la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle et la coordination de la Fête de la Science, en lien avec les actions définies par la Région »*

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-17, L.5211-5, L. 5216-1 et suivants ;

VU la délibération 2023-076A du Conseil communautaire du 28 juin 2023 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- D'APPROUVER la modification des statuts proposée au titre de la compétence facultative 5 de Valence Romans Agglo, intégrant la nouvelle rédaction suivante :

« Action culturelle : irrigation culturelle, artistique et patrimoniale du territoire par :

- *le soutien à la politique culturelle, artistique et patrimoniale par le biais de manifestations culturelles artistiques et patrimoniales à fort rayonnement et attractivité*
- *l'organisation de projets culturels et artistiques du territoire participant au rééquilibrage des propositions en direction des territoires ruraux et péri-urbains*
- *le soutien aux associations et établissements implantés dans les équipements de l'agglomération et participant directement au développement culturel, artistique et patrimonial*
- *le service du patrimoine labélisé Ville et Pays d'Art et Histoire, la gestion du Centre d'Interprétation d'Architecture et du Patrimoine (CIAP) sur les sites de la Maison du Mouton à Romans-sur-Isère et de la Maison des Têtes à Valence*
- *Le développement d'actions à la sensibilisation et la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle et la coordination de la Fête de la Science, en lien avec les actions définies par la Région ».*

Mme Céline FERREIRA-VALLA, conseillère municipale déléguée à l'éducation, à la jeunesse et aux affaires sociales, trouve dommageable la fermeture de ce site et souhaite qu'un autre site soit proposé pour offrir cette qualité de services notamment destinés aux scolaires.

56.2023 VALENCE ROMANS AGGLO – APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT)

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

VU le IV de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, qui précise que le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) doit être soumis à l'approbation de chaque conseil municipal des communes membres dans un délai de 3 mois à compter de sa transmission ;

VU l'article L 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui fixe les conditions de majorité requises ;

VU les séances de la CLECT du 15 juin, à laquelle M. Jean-Marc VALLA (titulaire) et M. Jean-Marc SOUCIET (suppléant) ont été régulièrement convoqués ;

VU le rapport 2023 de la CLECT de la Communauté d'agglomération Valence Romans Agglo, qui fixe l'évaluation des charges nettes relatives aux transferts au 1er janvier 2023 et aux demandes de révision libre des attributions de compensation ;

CONSIDÉRANT le travail accompli par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées afin d'évaluer l'ensemble des charges directes et indirectes liées d'une part aux compétences transférées à la Communauté d'agglomération Valence Romans Agglo au 1er janvier 2023 et d'autre part aux demandes de révision libre des attributions de compensation ;

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur ce rapport.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- D'APPROUVER le rapport 2023 de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Communauté d'agglomération Valence Romans Agglo tel qu'annexé à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toutes démarches et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

M. Jean-Marc SOUCIET, Adjoint au Maire délégué aux Finances, précise que ce rapport concerne 3 dossiers :

- *Le transfert d'un agent de la Ville de Romans au service Pays d'art et d'histoire de la Communauté d'Agglomération ;*
- *La subvention versée à la « Cordonnerie » par la Ville de Romans-sur-Isère ;*
- *Le déménagement des classes CHAM de l'école Payet.*

FINANCES

57.2023 PRODUIT DE PLACEMENT DE TRÉSORERIE - OUVERTURE COMPTE À TERME

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

La loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 (article 26-3°) relative aux lois de finances dispose que les collectivités territoriales sont tenues de déposer leurs disponibilités auprès de l'Etat, qui ne verse pas d'intérêt.

Toutefois les articles L1618-1 et L1618-2 du Code général des collectivités territoriales permettent de déroger à cette règle lorsque les fonds qui peuvent être placés proviennent de libéralités, de l'aliénation d'éléments du patrimoine comme des cessions immobilières, d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de recettes exceptionnelles dont la liste a été fixée par le décret n°2004-628 du 28 juin 2004.

Compte-tenu des disponibilités dont dispose la Commune, le recours à des produits de placements financiers permettrait de générer des produits financiers.

Monsieur le Maire rappelle que le budget annexe La Trésorerie Ouest, à ce jour clos, a généré un excédent global de 1 187 129,97 €. Ce budget a enregistré les opérations comptables liées à la réalisation du lotissement communal du secteur de la Trésorerie.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'ouvrir un compte à terme auprès de l'Etat. Le compte à terme est un produit de placement à court terme simple et sans risque, à taux fixe.

Les caractéristiques de ce produit sont les suivantes :

- Montant minimum : 1 000€ (pas de maximum)
- Montant du placement : obligatoirement un multiple de 1 000€
- Durée du placement : 1 à 12 mois
- Retrait anticipé : pas de pénalité, toutefois le taux appliqué en cas de retrait anticipé est le taux de la maturité immédiatement inférieure à la durée effective d'immobilisation, tel qu'il figure sur le barème en vigueur le jour d'ouverture du compte à terme.
- Pas de possibilité d'effectuer des retraits partiels.

Concernant le taux du compte à terme, à chaque maturité correspond un taux de rendement applicable au montant placé (quel que soit le montant, dès 1 000 euros). Les taux sont repris par maturité dans un barème et sont applicables jusqu'à ce qu'un nouveau barème annule et remplace le précédent.

Les taux des comptes à terme sont fixés par l'agence France Trésor au début de chaque mois.

Le taux correspondant à la durée souhaitée du placement est celui du dernier barème en cours de validité à la date d'ouverture du compte à terme. Ce taux est garanti pour la durée du contrat. Au moment de la souscription, la collectivité connaît donc de manière certaine, sauf retrait anticipé, les intérêts qui lui seront versés à l'échéance.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L1618-1 et L1618-2 ;

VU la loi organique n°2011-692 du 1^{er} août 2001 ;

CONSIDÉRANT la volonté de générer des produits financiers au regard des disponibilités dont dispose la Commune ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- DE DÉROGER à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds dont la provenance est issue des cas prévus par l'article L1618-2 du CGCT,

- D'APPROUVER l'ouverture d'un compte à terme selon les modalités suivantes :
 - Montant : 1 187 000 €
 - Durée : 12 mois
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à procéder au placement.

58.2023 CESSIION TONDEUSE JOHN DEERE X300

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

Monsieur le Maire expose :

La commune de Malissard souhaite procéder à l'acquisition d'une nouvelle tondeuse autoportée afin d'améliorer la qualité de tonte et remplacer un équipement vieillissant.

Dans le cadre de cette acquisition, l'ancien équipement peut être repris le fournisseur.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2121-29 ;

VU l'offre formulée par la société FAURE JARDINAGE dans le cadre de la vente en l'état d'une tondeuse JOHN DEERE X300 ;

CONSIDÉRANT que, compte-tenu de l'état de vétusté, la tondeuse ne répond plus aux besoins de la commune ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- D'ACCEPTER la cession de la tondeuse John Deere X300 pour un montant de 700 € à la société FAURE JARDINAGE sise place Jean Rostand 26000 Valence
- D'AUTORISER Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document nécessaire pour l'exécution de la présente délibération
- DE PRÉCISER que le matériel mentionné sera retiré de l'inventaire communal

AFFAIRES JURIDIQUES

59.2023 ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES – MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Rapporteur : Laure BLANDIN-JOUBERT

Monsieur le Maire rappelle l'assemblée que par délibération n°59.2022 en date du 12 décembre 2022, le Conseil Municipal approuvait le règlement intérieur du restaurant scolaire et des activités périscolaires.

Afin notamment d'améliorer le recouvrement des factures, Monsieur le Maire soumet à l'examen du conseil municipal une modification du règlement intérieur qui intègre les modalités de relance.

VU le règlement intérieur du service municipal de la restauration scolaire et de l'accueil périscolaire adopté par délibération n°59.2022 en date du 12 décembre 2022 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- D'APPROUVER la modification du règlement intérieur des activités périscolaires tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le règlement intérieur modifié des activités périscolaires.

RESSOURCES HUMAINES

60.2023 ADHÉSION À LA MISSION DE MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE CENTRE DE GESTION DE LA DRÔME

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire expose :

La médiation est un mode amiable de résolution des différends. Elle peut être définie comme « *tout processus structuré, quelle qu'en soit la dénomination, par lequel deux ou plusieurs parties tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends, avec l'aide d'un tiers, le médiateur, choisi par elles ou désigné, avec leur accord, par la juridiction* » (article L.213-1 du Code de justice administrative).

La médiation est un dispositif novateur qui a vocation à désengorger les juridictions administratives. Elle vise également à rapprocher les parties dans le cadre d'une procédure amiable, plus rapide et moins coûteuse qu'un contentieux engagé devant le juge administratif.

Un nouveau dispositif de médiation préalable obligatoire a été expérimenté dans la fonction publique entre 2018 et 2021. Forte de son succès, la médiation préalable obligatoire a été pérennisée par la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire.

La loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire a légitimé les Centres de gestion pour assurer des médiations dans les domaines relevant de leurs compétences à la demande des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Elle a en effet inséré un nouvel article (article 25-2) dans la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 qui oblige les Centres de gestion à proposer par convention, une mission de médiation préalable obligatoire prévue à l'article L. 213-11 du code de justice administrative. Elle permet également aux Centres de gestion d'assurer une mission de médiation à l'initiative du juge ou à l'initiative des parties prévue aux articles L. 213-5 et 213-10 du même code, à l'exclusion des avis ou décisions des instances paritaires, médicales, de jurys ou de toute autre instance collégiale administrative obligatoirement saisie ayant vocation à adopter des avis ou des décisions.

La loi prévoit également que des conventions puissent être conclues entre les Centres de gestion pour l'exercice de ces missions à un niveau régional ou interrégional, selon les modalités déterminées par le schéma régional ou interrégional de coordination, de mutualisation et de spécialisation mentionné à l'article 14 de la loi du 26 janvier 1984.

En adhérant à cette mission, la collectivité prend acte que les recours formés contre des décisions individuelles dont la liste est déterminée par décret et qui concernent la situation de ses agents sont, à peine d'irrecevabilité, précédés d'une tentative de médiation. Pour information, le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 fixe ainsi la liste des litiges ouverts à la médiation préalable obligatoire :

1. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L. 712-1 du code général de la fonction publique ;
2. Refus de détachement, de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés prévus pour les agents contractuels ;
3. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé sans traitement ;
4. Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de cadre d'emplois obtenu par promotion interne ;
5. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
6. Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L. 131-8 et L. 131-10 du code général de la fonction publique ;
7. Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les décrets n° 84-1051 du 30 novembre 1984 et n° 85-1054 du 30 septembre 1985.

Le CDG 26 a fixé un tarif forfaitaire de 400 euros pour les collectivités et établissements affiliés / forfait de 480 euros pour les non affiliés, à raison d'une mission de 8h00 (*augmenté des éventuels frais de déplacement*). Toutefois, si le temps consacré à la médiation dépasse 8 heures, il sera appliqué un coût horaire de 50 euros de l'heure pour les collectivités et établissements affiliés / 60 euros de l'heure pour les non affiliés, en plus du tarif forfaitaire.

Pour pouvoir bénéficier de ce service, il convient de prendre une délibération autorisant l'autorité territoriale à conventionner avec le CDG 26.

VU le Code de justice administrative et notamment les articles L.213-1 et suivants et les articles R. 213-1 et suivants de ce code ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut relatif à la fonction publique territoriale et notamment son article 25-2 ;

VU le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux ;

CONSIDÉRANT que le CDG 26 est habilité à intervenir pour assurer des médiations ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- D'ADHÉRER à la mission de médiation du CDG26

- DE PRENDRE ACTE que les recours contentieux formés contre des décisions individuelles dont la liste est déterminée par le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 et qui concernent la situation de ses agents sont, à peine d'irrecevabilité, obligatoirement précédés d'une tentative de médiation.
En dehors des litiges compris dans cette liste, la collectivité garde son libre arbitre de faire appel au Centre de gestion si elle l'estime utile.
La collectivité rémunèrera le Centre de gestion à chaque médiation engagée au tarif forfaitaire de 400 euros pour les collectivités et établissements affiliés / forfait de 480 euros pour les non affiliés, à raison d'une mission de 8h00 (*augmenté des éventuels frais de déplacement*).
Toutefois, si le temps passé dépasse 8 heures, il sera appliqué un coût horaire de 50 euros de l'heure pour les collectivités et établissements affiliés / 60 euros de l'heure pour les non affiliés, en plus du tarif forfaitaire.
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion à la mission de médiation proposée par le CDG 26 annexée à la présente délibération, ainsi que tous les actes y afférents.

61.2023 PERSONNEL COMMUNAL – TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Monsieur le Maire

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3, R2313-8 ;

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L313-1 ;

VU le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

VU les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée ;

CONSIDÉRANT ce qui suit :

Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par leur organe délibérant. Il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi précitée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Également, il est indispensable de mettre à jour ce tableau des effectifs en cas de modification de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire d'un poste.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, d'établir et de modifier le tableau des effectifs de sa collectivité ou de son établissement.

CONSIDÉRANT la radiation des cadres d'un agent pour mise à la retraite ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser le tableau des effectifs ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :

- D'APPROUVER la création d'un poste d'agent territorial spécialisé principal de 2^{ème} classe des écoles maternelles. Le poste pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximum d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L332-14 du code général de la fonction publique ;

- DE MODIFIER le tableau des effectifs tel que présenté en annexe ;
- D'INSCRIRE au budget les crédits correspondants ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte y afférent.

M. le Maire précise qu'il s'agit d'engager un recrutement en vue de remplacer l'agent ATSEM admis à faire valoir ses droits à la retraite.

INFORMATIONS DIVERSES

Monsieur le Maire convie les membres du conseil municipal à participer à la cérémonie du 11 novembre.

Monsieur le Maire informe l'assemblée municipale de la demande d'installation sur la commune d'un kiosque à pizza.

Il déclare ne pas y être favorable, position que partage la majorité des conseillers municipaux.

Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier de remerciement du comité départemental de l'USEP à l'occasion de l'accueil et de la mise à disposition de divers équipements communaux pour la 29 édition de la Traversée de la Drôme en Vélo.

Mme Sylviane DUPRET, conseillère municipale déléguée à la communication, lit plusieurs messages de remerciements des participants à l'opération culturelle « Chemin des artistes ».

Mme Céline FERREIRA-VALLA adresse ses remerciements aux services techniques pour leur accompagnement du Conseil Municipal des Enfants dans le projet de plantation et d'hôtels à insectes.

Mme Florence BRES-DUFOUR, Adjointe au Maire déléguée à l'animation, indique que la fête de la Saint-Maurice 2024 se déroulera le 22 septembre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance levée à 20h05.

Jean-Marc SOUCIET
Secrétaire de séance

Jean-Marc VALLA
Maire de Malissard